

Paris, le 19 mai 2020

Communiqué de Presse

L'HÔPITAL APRES LE COVID 19

On le disait à bout de souffle, incapable de s'adapter aux nouvelles réalités. Et pourtant, la démonstration en est faite, l'hôpital a fait face. Son modèle inadapté ne répond plus aux besoins, et il y a une vraie urgence de restructurer l'Hôpital Public.

L'Hôpital Public a su s'adapter avec une efficacité redoutable et une rapidité incroyable à la crise sanitaire que traverse le pays, grâce à l'investissement massif de tous ses services et au dévouement des soignants.

Nul doute que l'hôpital public (et son avenir), et plus généralement, notre système de santé devient un sujet stratégique pour notre pays au même titre que notre défense nationale.

La visio conférence « fourre-tout » organisée en toute hâte par le Président de la République ne nous semble pas être la bonne méthode.

L'urgence n'est pas à la précipitation mais à l'instauration **d'un réel dialogue social** avec les organisations syndicales représentatives et légitimées par les dernières élections nationales professionnelles en juillet 2019.

C'est pourquoi l'INPH demande un « **nouveau contrat social** ».

Il est urgent de redéfinir les missions de l'Hôpital Public et sa gouvernance, de revisiter en profondeur le statut des médecins, pharmaciens et odontologistes – qu'ils soient hospitaliers ou hospitalo-universitaires -

Le financement devra être adapté aux objectifs et aux besoins de soins.

Comment ne pas faire le constat de l'impasse dans laquelle l'ONDAM nous a précipités.

Il faut mettre un terme à la logique purement comptable de la santé et en finir avec le concept de l'hôpital entreprise.

Tous les économistes constatent ce que nous indiquions depuis des années : en cas de crise les conséquences économiques dramatiques seront d'une ampleur de nature à engloutir les éventuelles économies du passé.

Donc pour l'INPH il convient d'activer les principes qui viennent de démontrer leur efficacité pendant cette crise, c'est à dire la remédicalisation de la Gouvernance, la simplification des procédures, la fin de la sur-administration comme de ses process incontrôlables et trop souvent incompréhensibles.

La revalorisation des rémunérations de tous les professionnels de santé hospitaliers, à commencer par celles des médecins, pharmaciens et odontologistes doit être le premier objectif.

Mais nos métiers, nos statuts, devront retrouver la fluidité nécessaire pour un meilleur exercice lors des parcours professionnels, garants d'une indépendance indispensable.

L'INPH veillera et agira pour éviter que les errements d'hier ne produisent des effets plus dévastateurs face à des praticiens, déconsidérés, découragés mais prêts à rebondir si la crise revient.

L'INPH n'a jamais pratiqué la politique de la chaise vide. Le 25 mai prochain, si cette date énoncée par le Président de la République est maintenue, nous serons au rendez-vous.

Il y a tant à dire, à faire, à engager, à entreprendre.

Le bureau de l'INPH